

QUEL DIALOGUE NATIONAL POUR LA SORTIE DE CRISE ET POUR L'AVENIR DE MADAGASCAR? 07 juin 2010

Toute initiative tendant à rechercher une sortie de crise est à examiner minutieusement, compte tenu de la situation catastrophique dans laquelle se trouve le pays.

Après les assises nationales d'avril 2009, les conférences régionales du 30 juin au 3 juillet 2009, le « Teny Ifampierana » de mars 2010, les forces vives de la Nation sont à nouveau invitées à participer au Dialogue National initiées par M. Andry Rajoelina, via la Coalition des Organisations de la Société Civile nouvellement créée.

D'un côté, l'Alliance des OSC adhérant à une solution de sortie de crise consensuelle et inclusive signataire du communiqué présent se pose des questions sur la multiplication de ces initiatives de concertation nationale initiées depuis Avril 2009 par M. Rajoelina, tant leur capitalisation est inexistante, par rapport à la mobilisation des énergies des citoyens issus de la société politique et de la société civile qui y ont participé volontairement.

Par ailleurs, pour des raisons de transparence, le bilan, notamment financier, de ces manifestations antérieures devrait être publié pour faire exemple de bonne gouvernance.

De l'autre côté, l'Alliance rappelle les conditions de réussite d'un tel dialogue pour éviter de donner de faux espoirs à la population, à savoir :

- Le délai de préparation doit être suffisamment long pour garantir une représentativité qualitativement acceptable et une préparation logistique respectueuse des normes. En tout état de cause, un délai de 2 ou 3 semaines n'est certainement pas suffisant, sauf à organiser un dialogue hâtif susceptible de valider des options préétablies ;
- La représentativité des participants en terme sectoriel (*respect du triptyque société politique, société économique, société civile*), régional et la prise en compte de l'aspect genre doivent être évidente. La représentativité ne se mesure pas par le nombre de participants, mais par leur diversité et la légitimité de leur mandat ;
- La notion de Ray aman-dreny s'applique à des personnalités dont la légitimité et la représentativité sont indiscutables ;
- L'indépendance totale par rapport au pouvoir en place et aux autres mouvances politiques de l'organisation est une condition incontournable pour garantir la neutralité et l'impartialité du dialogue. **A cet égard, l'origine des financements est déterminante ;**

- La participation de vrais décideurs et la mise en application immédiate des décisions prises, qui devront faire l'objet de la signature d'une CONVENTION NATIONALE clôturant les débats est un gage de réussite ;
- L'ordre du jour et les objectifs d'une telle réunion doivent être établis clairement et portés à la connaissance de tous, afin que chacun puisse se préparer en connaissance de cause ;
- Il en est de même pour la méthodologie qui doit être claire et transparente pour les participants, afin d'éviter que, comme par le passé, les conclusions officielles s'éloignent significativement de la teneur des débats tels que les participants les ont perçus ;
- Enfin et non des moindres, la **sérénité doit être garantie** avant la tenue du Dialogue National. Entre autres, il est nécessaire de tenir des discours d'apaisement, dénués de violence et de haine de la part de toutes les parties prenantes. L'esprit du Fihavanana doit prévaloir. Est-ce le cas ?
- La sécurité de tous les participants au Dialogue National doit être assurée. Est-ce le cas ?

C'est pourquoi le projet de Dialogue National devant se tenir *avant le 26 Juin 2010* soulève un certain nombre de questions qui méritent d'être énoncées :

- **Quel est l'objectif de ce dialogue ? En quoi diffère-t-il des Assises Nationales et du Teny Ifampierana qui étaient déjà organisées de manière unilatérale ?**
- **Comment seront choisis les participants ?**
- **Comment seront prises les décisions ?**
- **Qui va mettre en œuvre les résolutions et en garantir l'application ?**
- **Qui finance l'organisation de ce Dialogue ?**

Pour sa part, l'Alliance rappelle que si la sortie de crise est l'objectif de ce dialogue, les résultats doivent permettre :

- le retour de la paix sociale, ce qui signifie que la solution est consensuelle
- la relance de l'économie, ce qui signifie que la reconnaissance internationale sera acquise
- la mise en place des bases de la démocratie et des institutions y afférentes par l'arrêt du cycle de crises
- le retour vers l'ordre constitutionnel avec la participation de toutes les forces vives de la Nation

Si ces résultats ne sont pas atteints, ce dialogue ne pourra que décevoir la population et toutes les souffrances endurées jusqu'ici, les pertes de vies humaines auront été vaines. Et nous hypothéquons notre avenir et le vivre ensemble que nous voulons reconstruire.

Organisations de la société civile (OSC) faisant partie de l'Alliance signataires du présent communiqué

ACCES ZON'OLOMBELONA

MAMPAFI (Malagasy Mpandala Fihavanana)

CDE (Club Développement et Ethique)

PFNOSCM/VOIFIRAISANA (Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar)

CCOC (Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes)

ONDVM (Ordre National des Docteurs-Vétérinaires de Madagascar)

FISEMA (Firaisamben'ny Sendikan'ny Mpiasa Malagasy)

CRAN (Citoyen Responsable des Affaires Nationales)